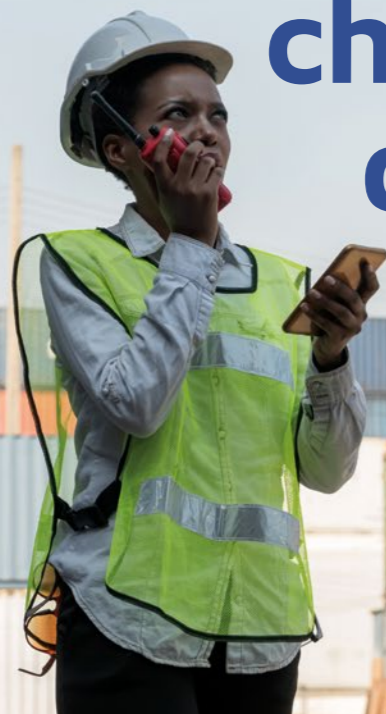


Le plus jeune continent du monde cherche du travail



La NABC et le African Studies Centre Leiden (ASCL) partagent une histoire commune, puisque les deux organisations sont issues de l'Africa Institute, il y a plus de 75 ans. Dans cet article, **Maya Tuolla**, chercheur à l'ASCL, examine en profondeur les mesures qui peuvent être prises par les entreprises étrangères pour lutter contre le chômage des jeunes.

Le continent africain connaît une importante transformation démographique qui va, pour le meilleur ou pour le pire, modifier radicalement son marché du travail. Selon la Banque Africaine de Développement, chaque année, 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail alors que seulement 3 millions d'emplois formels sont créés. Avec un âge médian de 25 ans, le continent africain est le plus jeune du monde. La population africaine continuera de croître et doublera d'ici le milieu du siècle avant de décroître lentement. Au cours de la dernière décennie, ces tendances démographiques ont suscité à la fois l'enthousiasme et l'inquiétude de la communauté en développement, et une attention et un budget croissants sont consacrés

au soutien de l'emploi des jeunes. Cependant, il est important de comprendre que si le taux de chômage est élevé dans le secteur formel sur tout le continent, la plupart des gens ne peuvent tout simplement pas se permettre de ne pas travailler : en effet, la majorité (80%) de la main-d'œuvre est engagée dans le secteur informel. Le secteur informel contribue à plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) de l'Afrique sub-saharienne et s'étend à tous les secteurs économiques. En fait, plutôt que de s'inquiéter du chômage, les principaux problèmes sont le sous-emploi et les travailleurs pauvres. Ces catégories sont particulièrement préoccupantes, car elles mettent en évidence le potentiel inexploité de la main-d'œuvre qualifiée en tant que capital humain, tout

« L'Afrique est en train de devenir numérique. Au cours des cinq dernières années, le nombre de jeunes entreprises technologiques qui reçoivent un soutien financier en Afrique a augmenté de 46 % par an, six fois plus vite que la moyenne mondiale.

en laissant de nombreuses personnes sans ressources. Néanmoins, l'économie de la plupart des pays africains a connu une croissance régulière au cours des dernières années, jusqu'à ce que la pandémie frappe en 2020. Toutefois, cette croissance économique s'est surtout faite sans emploi et la richesse accumulée n'a pas été redistribuée : La crise de « l'emploi des jeunes » en Afrique est en fait une crise des « emplois manquants ». Il est crucial de se concentrer sur l'inclusivité de la croissance économique et du marché de l'emploi sur le continent - car les emplois ne le sont pas. En outre, un certain nombre de facteurs rendent l'emploi et la redistribution des richesses plus difficiles pour certains groupes sociaux : le genre et l'âge sont les deux principaux facteurs de discrimination. Les femmes et les jeunes (en particulier les jeunes femmes) sont les plus durement touchés par le chômage et le sous-emploi, notamment après la pandémie. En effet, la récession qui a frappé l'économie mondiale et le marché de l'emploi depuis que COVID-19 a frappé, a touché le plus durement la jeunesse africaine, en particulier les jeunes femmes et les petites entreprises du secteur informel.

Jeunes entreprises technologiques

Dans le même temps, la pandémie a également alimenté l'enthousiasme pour les opportunités créées par l'économie numérique et l'innovation technologique en Afrique. Grâce à une décennie de croissance économique, à une urbanisation rapide, à la pénétration de l'internet et à la bancarisation de sa population, l'Afrique est en train de devenir numérique. Au cours des cinq dernières années, le nombre de jeunes entreprises technologiques qui reçoivent un soutien financier en Afrique a augmenté de 46 % par an, six fois plus vite que la moyenne mondiale. L'argent mobile en Afrique a stimulé l'inclusion financière, avec un nombre de comptes qui a doublé depuis 2014.

Cependant, la question demeure de savoir quels seront les effets de ce que l'on appelle la Quatrième Révolution Industrielle sur la création d'emplois pour les jeunes. Les progrès dans le secteur des TIC en Afrique bénéficient de l'amélioration constante des infrastructures technologiques et de la pénétration de l'internet. D'un autre côté, elles augmentent également le fossé des opportunités et de l'accessibilité : la population rurale, non qualifiée et pauvre est largement laissée de côté par cette transformation de l'économie. En outre, alors que la contribution de l'internet au PIB national est très élevée dans les économies développées, elle reste un facteur faible, mais en croissance rapide (5-6% par an) dans les économies africaines en plein essor.

Dans le même temps, l'agriculture emploie toujours la majorité de la population et constitue l'épine dorsale de la plupart des économies africaines. Au sein et au-delà



du secteur économique agricole, l'esprit d'entreprise est un facteur déterminant de l'emploi (indépendant) : on estime que les petites et moyennes entreprises (PME) fournissent jusqu'à 80 % des emplois sur le continent, ce qui constitue un moteur important de la croissance économique. Le secteur privé dynamique et en pleine croissance de l'Afrique subsaharienne a attiré des investissements directs étrangers (IDE) de plus en plus importants au cours des deux dernières décennies, passant de \$6 milliards en 2000 à \$31 milliards. Cependant, en raison de la pandémie, les flux d'IDE devraient chuter de 25 à 40%, affectant particulièrement les industries de services.

Quelles sont donc les solutions proposées par le secteur privé pour soutenir l'emploi (des jeunes) dans le cadre de la reprise après la pandémie ?

1. Tout d'abord, les entreprises, qu'elles soient africaines ou internationales, qui opèrent sur le continent, devraient embaucher de la main-d'œuvre locale plutôt que de la main-d'œuvre qualifiée expatriée. C'est malheureusement la réalité de la majorité des multinationales travaillant en Afrique, notamment les géants de l'agroalimentaire.
2. Deuxièmement : l'embauche de la main-d'œuvre locale peut nécessiter de s'aligner et de collaborer avec des établissements d'enseignement locaux (en particulier l'EFTP) pour garantir une adéquation des compétences. En effet, la qualité souvent médiocre de l'enseignement entrave les compétences de la jeune main-d'œuvre qui arrive sur le marché, ce qui peut nécessiter une formation en cours d'emploi.
3. Troisièmement : en particulier dans le secteur agricole, dont les chaînes de valeur sont très éparpillées, il est crucial que les entreprises (étrangères) investissent dans la valeur ajoutée (c'est-à-dire la transformation) et le renforcement des chaînes de valeur. 🔄

Par Maya Tuolla, PhD
Responsable des connaissances
INCLUDE, Portefeuille de l'emploi des jeunes
INCLUDE est une plateforme de connaissances sur le développement inclusif, qui est gérée par ASCL.